Vouloir et dire la ville

Vouloir et dire la ville, quarante ans de participation citoyenne à Bruxelles, de René Schoonbrodt retrace l'histoire de l'Atelier de recherche et d'action urbaine (Arau). Pendant ces quarante années s'inventent des formes d'action originales qui ont contribué à modeler la ville et à en construire la philosophie.

MICHEL MOLITOR

Beaucoup de personnes, à Bruxelles ou ailleurs, ont entendu parler de l'Atelier de recherche et d'action urbaine (Arau) et sans doute aussi d'Inter-Environnement. L'existence de ces associations est en tout cas fort connue des responsables politiques bruxellois qui tous, d'une manière ou d'une autre, ont eu affaire avec elles, dans de multiples relations d'opposition, de conflit, de négociation, mais aussi de recherche commune de solutions aux questions posées par les diverses transformations de la ville sous l'influence de nombreux facteurs, économiques, politiques ou autres.

Le livre que René Schoonbrodt[1] vient de publier aux éditions des Archives de l'architecture moderne rend compte de quarante années d'action urbaine à Bruxelles, de la genèse de l'Arau, de la manière dont une philosophie de la ville s'est progressivement élaborée, de la façon dont des formes d'action originales ont été inventées. L'ouvrage est construit sur une double dimension : une histoire racontée par un homme qui a été au cœur de cette action et les grands épisodes ou les cas marquants qui illustrent la diversité des questions abordées, depuis la bataille pour la publicité des décisions en matière d'urbanisme jusqu'à l'aménagement de quartiers historiques. Le livre va cependant beaucoup plus loin que la simple narration d'une histoire pour prendre toute sa substance dans une analyse des problématiques urbaines dont les enseignements vont bien au-delà du cas bruxellois. Plus fondamentalement, René Schoonbrodt propose une vision de la ville aujourd'hui et démontre que la réalisation de cette vision passe

1 René Schoonbrodt, *Vouloir et dire la ville, quarante ans de participation citoyenne à Bruxelles*, édition des Archives de l'architecture moderne, 2008, 519 p.

par des choix et souvent des combats ; ce qu'exprime clairement le titre a priori peu séduisant *Vouloir et dire la ville*. Une ville n'est jamais donnée une fois pour toutes et son développement passe par une série de processus critiques.

Adoptons le fil conducteur du temps. Au départ, fin des années soixante, un certain nombre de personnes s'investissent à Bruxelles dans un groupe de réflexion autour d'une question : comment rendre les villes plus humaines ? Ils viennent de divers horizons : architectes, juristes, sociologues, théologiens, mais tous impliqués d'une manière ou d'une autre dans une militance ou une action qui touche par certains aspects à la ville : la pauvreté urbaine et l'exclusion, la rénovation des quartiers anciens, le travail et le chômage. Après quelques mois, ils imaginent créer un « centre » qui poursuive simultanément des objectifs théoriques (comment penser ou repenser la ville) et d'action (intervenir dans des processus concrets). Très vite en effet naît l'idée qu'il faut proposer des analyses et des solutions aux habitants concernés par les divers problèmes de la ville. Ainsi va naître l'Arau en 1969.

Une double résistance

Le contexte : Bruxelles, une ville qui entre 1950 et 1970 sera « modernisée » par la conjonction d'administrations, de promoteurs immobiliers et de responsables politiques. La « modernisation » de Bruxelles pendant ces années sera commandée par une conception profondément marquée par le fonctionnalisme, une organisation de la ville séparant l'ensemble des fonctions qui, depuis ses origines, sont mêlées ou étroitement articulées : se loger, travailler, se distraire. En outre la domination du déplacement individuel et le règne de l'auto imposent de soumettre la ville à des impératifs de circulation : pour beaucoup Bruxelles est une ville que l'on traverse plus qu'on n'y vit ; les autoroutes urbaines conduisent d'un zoning de bureaux à un autre (ou à une exposition universelle située en marge de la ville…). René Schoonbrodt insiste : ces processus ont leur origine dans l'économie et la recherche du profit (une « optimalisation » financière de l'espace et de ses usages) autant que dans les logiques techno-administratives partageant un credo aveugle dans les bienfaits de la rationalité modernisatrice.

Ces transformations sont facilitées par l'attitude d'autorités publiques dépourvues de véritables visions urbaines et peu soucieuses de soumettre leurs décisions à l'appréciation des citoyens. Elles sont accélérées aussi par des mouvements de transfert de population des années cinquante et soixante : migration des populations aisées puis des classes moyennes du centre de la ville pour les communes de la première ceinture (les communes vertes), et, dans les années septante et quatre-vingt, la migration d'une partie de celles-ci pour les communes suburbaines du Brabant wallon et, secondairement, du Brabant flamand. Enfin, Bruxelles, capitale du pays, est gérée par des ministères nationaux dont les responsables politiques et administratifs méconnaissent ou méprisent la réalité urbaine et ne sont pas contrôlés par les citoyens bruxellois puisque bien souvent leur électorat est ailleurs. Pour ceux-ci, il convient de faire de cette ville un outil efficace au service de ses utilités administratives, comme il conviendra plus tard de la soumettre aux besoins des entreprises multinationales ou des administrations internationales ou européennes.

Dans ce contexte particulier va naître l'idée d'une double résistance : le combat pour une ville qui fasse une place à ses habitants dans les processus de décision, la résistance aux modifications de l'espace urbain sous le choc de l'économie et des besoins des institutions qui se localisent à Bruxelles. Cette action est d'autant plus complexe que les relais politiques sont faibles : absence de la ville dans les préoccupations de la gauche institutionnelle, pauvreté des visions ou de la pensée, poids de la Flandre contestant les institutions bruxelloises ou leur prétention à une capacité de décision autonome, ignorance et éloignement culturel de la Wallonie.

Après les premiers combats — notamment la « bataille des Marolles » qui dresse la population d'un quartier déshérité, mais vivant, de Bruxelles contre une série de projets au bureaucratisme urbanicide —, une définition s'esquisse : « L'Arau sera une association culturelle agissant par la pression sur le pouvoir politique afin de susciter un débat sur le sens et le devenir de la ville. » Cette définition est suffisamment large pour ne pas épuiser la réalité de l'Arau. Comme elle l'a démontré tout au long des trente-cinq années qui ont suivi, l'Arau est une pratique et un système d'idées ou de propositions. Plus exactement : une pratique qui produit des idées. Certains contempteurs de l'Arau l'ont parfois taxée de dogmatisme ; c'était oublier que ses analyses comme les formules qu'elle proposait étaient toujours éprouvées par la pratique.

Les principes de base de son action — la ville est faite pour des habitants (le droit au logement), la priorité à la rénovation (d'où l'insistance mise sur la protection du patrimoine), la mobilité pour les habitants — découlent d'une conception pratique de la ville et doivent aider à la reconstruire, à la rendre viable, à la pérenniser. On reste néanmoins confondu par la productivité de l'Arau ; en retraçant les quarante années de son activité, René Schoonbrodt fait référence à une sélection (!) de quatre cent vingt-huit communiqués ou conférences de presse sur les sujets ou thèmes les plus divers : de la réaffectation des casernes à l'aménagement de la place des Martyrs en passant par l'organisation d'espaces particuliers. Les débats autour du musée d'Art moderne seront illustrés à eux seuls par vingt-cinq communications publiques.

Fédérer les actions

La création d'Inter-Environnement et de sa section bruxelloise, Inter-Environnement Bruxelles (IEB) et l'articulation du travail de cette association avec l'Arau sera une autre étape capitale. Au milieu des années septante, à côté de l'Arau, existaient d'autres associations ou groupements actifs à Bruxelles : depuis l'Association du quartier des Arts, soucieuse de défendre le patrimoine historique des quartiers du centre de la ville, jusqu'à des comités de quartier se développant dans diverses communes sur des problèmes ponctuels. Assez rapidement il est apparu que si des solidarités devaient être organisées entre ces comités autour de principes communs, il était aussi nécessaire de coordonner, ou plus exactement de rendre compatibles des objectifs parfois en tension sinon franchement contradictoires comme l'a démontré par exemple la pluralité d'attitudes autour du projet de périphérique sud de Bruxelles. IEB a été créé pour remplir cette fonction de fédération et de coordination. René Schoonbrodt montre bien à travers divers cas concrets comment la fonction objective de cette association a été de créer

des repères communs, de développer et de populariser une vision commune de la ville et surtout d'inviter (et parfois de contraindre) les comités de quartier à dépasser le cadre étroit du problème singulier à la base de leur création pour le situer dans un contexte plus large.

Une pédagogie de l'action

L'Arau va occuper dans cette constellation une fonction bien particulière : proposer une sorte de pédagogie de l'action. L'Arau d'abord et IEB à sa suite montreront qu'à côté de la critique d'une décision et d'un projet urbanistique, il était essentiel de proposer une alternative ou des contre-propositions qui soient crédibles. Autrement dit, la force et l'efficacité d'un combat pour une cause urbaine dépendent non seulement d'une capacité de mobilisation (construire une résistance efficace), de la publicité donnée au litige ou à la question en cause (d'où l'importance des médias et de l'action sur l'opinion), mais aussi et peut-être surtout de la qualité de la contre-proposition, c'est-à-dire d'une réponse différente à l'objectif poursuivi par les promoteurs du projet en cause qui tienne compte de critères partagés, par exemple des critères économiques ou budgétaires.

Le livre de René Schoonbrodt est rempli d'exemples et parfois d'anecdotes qui sont surtout rapportées pour leur enseignement ou pour leur valeur tactique (ne jamais traiter les adversaires de scélérats — même s'ils le sont objectivement — parce qu'il faut laisser ouverte la possibilité qu'ils prennent une « bonne » décision en reprenant tout ou partie de l'alternative qui leur est proposée). Il est indéniable que l'auteur prend un certain plaisir à rapporter l'une ou l'autre de ces expériences, ce qui donne d'ailleurs une saveur particulière à leur lecture. La plupart des chapitres consacrés aux « cas » ou situations concrètes traités par l'Arau ou IEB mettent en évidence la nécessité comme la qualité de ces contre-propositions, qu'il s'agisse de l'aménagement du carrefour de l'Europe (un des premiers dossiers traités par l'Arau), de la politique de transports en commun, du quartier européen… Au-delà de la simple narration, ces études de cas ont une valeur pédagogique certaine puisqu'elles permettent de comprendre la logique profonde des problèmes et des affrontements qu'ils organisent ainsi que les stratégies qui ont permis de les traiter.

École urbaine

Cette pédagogie, ou la manière de construire l'action, va être accompagnée d'un autre travail très important qui mettra plus l'accent sur l'interprétation. Depuis 1969, chaque année, l'Arau organisera une « école urbaine », un ensemble de conférences qui auront pour objectif de débattre et de construire des idées. L'expérience des écoles urbaines est une autre illustration d'une caractéristique fondamentale du travail de l'Arau : la vision de la ville qui se construit progressivement n'est pas donnée a priori, mais elle naît d'une pratique. Les principes de base sont assez généraux — le droit au logement, l'exigence démocratique en matière de décision, le droit à des espaces viables et harmonieux — et ils trouveront leur traduction dans des propositions concrètes.

Le commentaire de ce livre met l'accent sur les traits les plus généraux de l'ouvrage. Il ne faut pas en déduire pour autant qu'il s'agit d'un traité théorique sur la ville. Il est d'abord et avant tout le récit

d'une expérience. Comme tel, il fourmille d'histoires, de témoignages, du compte rendu minutieux de situations concrètes. Il éclaire de manière originale des combats qui ont parfois été mal compris. Ainsi le combat qui a opposé l'Arau à l'establishment bruxellois autour du projet du musée d'Art moderne. L'Arau ne s'est jamais opposé à la création du musée, mais il a défendu l'idée que les grands projets culturels qui honorent les villes doivent rester compatibles avec la réalité fondamentale de la ville, le logement qui rend la ville vivante. Une institution culturelle au milieu d'un désert urbain, aussi prestigieuse soit-elle, n'a pas de sens. René Schoonbrodt a parfois la dent dure, mais son livre est tout sauf un règlement de compte. S'il peut critiquer vivement certaines actions de responsables politiques, il peut aussi reconnaître leurs mérites dans d'autres circonstances. Ainsi, il ne dissimulera pas les responsabilités d'un homme comme Paul Vanden Boeynants dans le massacre du quartier Nord ou dans les déplorables décisions de construction de la tour ITT près de la Cambre, mais il lui reconnaît le mérite d'avoir établi les procédures de publicité et de concertation en matière d'urbanisme comme d'avoir bloqué des projets comme le projet de transformation de la rue Gray en autoroute urbaine menant au quartier européen. Il rend aussi hommage à l'action d'autres responsables politiques qui, souvent en opposition avec les logiques technocratiques ou économiques dominantes, ont tenté de transformer les règles du jeu en matière d'aménagement urbain.

Ce livre est donc un va-et-vient permanent entre la description des problèmes rencontrés, la mise en évidence de l'action qui s'invente, les enseignements qu'on en tire. S'il est une remarquable présentation de la puissance et de l'inventivité de la société civile, il montre aussi comment l'efficacité des interventions de la société civile est soumise à des codes ou à des règles : interpeller l'opinion de manière originale plus qu'organiser des mobilisations massives, sortir des corporatismes ou des égoïsmes locaux pour produire du « bien commun ». Si ce livre est évidemment passionnant pour tout qui s'intéresse à la ville et à l'histoire politique de la ville de Bruxelles depuis quarante ans, il est aussi d'une portée plus générale.

Nouveaux affrontements

Une lecture traditionnelle des conflits politiques en Belgique privilégie les oppositions ou les clivages classiques entre la gauche et la droite économique, entre les familles philosophiques ou idéologiques, entre les communautés culturelles. Certains de ces clivages ont marqué l'organisation ou la désorganisation de Bruxelles, comme l'opposition entre les logiques financières et le droit au logement ou l'indifférence flamande aux enjeux profonds d'une réduction de la ville à ses fonctions administratives.

Les mouvements que décrit René Schoonbrodt indiquent aussi l'apparition de nouveaux affrontements qui, à l'instar de ce qui apparaît à la même époque dans d'autres pays, sont porteurs d'enjeux beaucoup plus profondément culturels. L'opposition entre des mouvements de citoyens et les technocraties modernisatrices publiques ou privées ont pour enjeux profonds des modes de vie, des manières d'organiser l'existence, le droit d'une population à définir et à décider elle-même sa manière d'habiter la ville. Dans la pratique, ces clivages se croisent et bien souvent les logiques économiques s'entremêlent aux logiques culturelles, mais il

n'empêche que les mouvements rapportés par le livre de René Schoonbrodt révèlent, et de manière combien passionnante, ces nouveaux enjeux et leurs significations.

C'est ainsi que vingt-huit ans après l'affaire de la Cambre, il rappelle le contenu du conflit qui a opposé la majorité des étudiants de l'école d'architecture bruxelloise, une partie du corps professoral et de la direction à d'autres enseignants professant des conceptions traditionnelles et appuyés par un très orthodoxe establishment politique. Peu d'observateurs à l'époque ont compris les enjeux de ce conflit, le réduisant souvent à une querelle de leadership dans l'école alors qu'il s'agissait d'un affrontement profond entre les partisans d'une sorte de pensée unique en matière d'urbanisme et d'architecture et d'autres qui voulaient passionnément dépasser cette limite et ouvrir la formation des étudiants à d'autres conceptions.

L'action urbaine, telle qu'elle est rapportée dans ce livre, est construite sur deux intuitions politiques fondamentales : « La ville peut conduire à la justice sociale, devenir l'accès à la liberté et à l'égalité » et « La ville peut répondre aux grands défis de l'environnement ». Ce qu'on appelle la Cité est la ville politisée, c'est-à-dire traversée par le débat démocratique et animée par la participation des citoyens. C'est dans ce sens qu'il est possible de dire que la Cité bâtira la ville. Et repassant une nouvelle fois du philosophe de l'action urbaine au militant, René Schoonbrodt conclut « Fuyez tous ceux qui veulent faire la ville à votre place ! » ■